



Volet B

Copie à publier aux annexes au Moniteur belge après dépôt de l'acte

Réservé
au
Moniteur
belge



19302214



Déposé
10-01-2019

Greffé

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 14/01/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0717891258

Dénomination

(en entier) : Durable & Energies en Ville

(en abrégé) : DUREEV

Forme juridique : Association sans but lucratif

Siège : Rue de Wynants 11

1000 Bruxelles

Belgique

Objet de l'acte : Constitution**ACTE CONSTITUTIF ET STATUTS****Durable & Energies en Ville (DUREEV) asbl**

Les soussignés :

Monsieur **SAFAR JALANI, Malaz**, employé, indépendant (analyste financier), résidant à Etterbeek (1040) au 137 rue des Atrébates, né à Damas le 25 août 1989 ;

Monsieur **WANYA BELCO-CISSE, Bernard**, entrepreneur (secteur bâtiment et transport), résidant à Liedekerke (1770) au 40 rue du Port, né à Kinshasa le 27 mars 1979, entrepreneur ;

Madame **YAICHE, Chloé**, employée (coordinatrice de projets), résidant à Bruxelles (1000) au 11 rue de Wynants, née à Paris le 16 novembre 1984 ;

déclarent vouloir fonder une **association sans but lucratif** (asbl) conformément à la loi du 27 juin 1921 ainsi qu'aux présents statuts.

TITRE I – Dénomination, But, Objet social, Siège social, Durée, Ressources**Art. 1 - Dénomination**

La dénomination de l'association sans but lucratif est « Durable & Energies En Ville », en abrégé : « DUREEV ».

Art. 2 - But social, finalité

Le but social de l'association est de contribuer à la transition énergétique à partir du citoyen, de la société civile, des acteurs locaux, et, notamment, à faciliter le développement des énergies vertes en région de Bruxelles Capitale, à susciter l'appropriation des énergies renouvelables par des publics divers, à s'investir dans des projets concrets ciblant en priorité des sphères sociales peu touchées par les énergies renouvelables, à ouvrir largement la connaissance, le débat, l'engagement sur l'énergie, par tout moyen visant à concourir directement ou indirectement à ce but social.

Art. 2 bis - Objet social, activités

A cet effet, l'association, de manière non limitative :

- mène ses propres enquêtes et recherches, organise et produit ses propres moyens de diffusion ;
- favorise l'émergence d'une culture générale de l'énergie, la compréhension des enjeux et problèmes actuels, aspects-clefs pour la formation d'opinions informées et la recherche de solutions à partir d'un socle commun ;
- familiarise en pratique un large public avec l'énergie solaire par des ateliers et la production de différents contenus et formats, développe l'appropriation et la confiance ;
- constitue une communauté d'intérêt autour de l'énergie en région bruxelloise ;
- soutient l'émergence de projets citoyens et d'intérêt public dans le domaine de l'énergie, participe à de tels projets ;
- facilite la formulation et la représentation d'avis citoyens dans les médias et auprès des autorités publiques ;
- met à disposition des ressources ; organise échanges d'informations, entraide, mise en réseau.

Art. 3 - Siège social

Le siège social de l'association est située rue de Wynants 11, à 1000 Bruxelles. L'association dépend de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Art. 4 - Durée

L'association est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5 - Ressources

Les ressources de l'association proviennent des cotisations des membres, des ressources issues de projets en partenariat ou coopération, de subsides, dons, legs, intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'association, de revenus issus de ses activités, et de toutes autres ressources pouvant lui être acquises. Le conseil d'administration se réserve le droit de refuser des ressources.

TITRE II – Membres, Cotisation, Démission, Exclusion

Art. 6 - Membres effectifs

Peuvent devenir membres effectifs des personnes physiques qui ont l'envie de contribuer à des activités dans le domaine d'action de DUREEV, adhèrent à la charte et au règlement d'ordre intérieur, sur accord de l'assemblée générale à la majorité simple des voix présentes ou représentées. Les membres effectifs peuvent assister aux Assemblées Générales et disposent du droit de vote.

Art. 7 - Membres adhérents

Peuvent devenir membres adhérents les personnes physiques qui prennent part à des activités dans le domaine d'action de DUREEV, adhèrent à la charte et au règlement d'ordre intérieur, s'ils en font la demande au Conseil d'Administration, qui peut valider leur adhésion dans l'attente d'une confirmation par l'Assemblée Générale à la majorité simple des voix présentes ou représentées. Les membres adhérents peuvent assister aux assemblées générales mais ils n'ont pas le droit de vote. Ils peuvent transmettre par écrit au Conseil d'Administration, au minimum trois jours avant la tenue d'une Assemblée Générale, leurs avis et recommandations.

Art. 8 - Membres d'honneur ou bienfaiteurs

Peuvent devenir membres d'honneur ou bienfaiteurs les personnes physiques ou morales qui ont l'envie de contribuer ou qui ont contribué de façon exceptionnelle à des activités dans le domaine d'action de DUREEV, adhèrent à la charte et au règlement intérieur, sur proposition d'un membre effectif adressée au Conseil d'Administration et sous réserve de confirmation par l'Assemblée Générale à la majorité simple des voix présentes ou représentées. Les membres d'honneur ou bienfaiteurs peuvent assister aux Assemblées Générales mais ils n'ont pas le droit de vote. Ils peuvent transmettre par écrit au Conseil d'Administration, au minimum trois jours avant la tenue d'une Assemblée Générale, leurs avis et recommandations.

Art. 9 - Cotisation

Le montant de la cotisation est fixé annuellement par l'assemblée générale pour chaque catégorie de membres. Il sera d'un maximum de 50.000 € (cinquante mille euros). Les personnes physiques qui contribuent bénévolement aux actions de DUREEV, les membres bienfaiteurs ou d'honneur peuvent être exemptées de cotisation pendant l'exercice comptable correspondant ou au-delà, sur décision du Conseil d'administration.

Art. 10 - Démission

Les membres effectifs, membres adhérents, membres d'honneur et bienfaiteurs sont libres de démissionner de l'association à tout moment en adressant par courrier leur intention au Conseil d'Administration. Les membres effectifs, d'honneur et bienfaiteurs doivent le faire par courrier recommandé. En cas de démission d'un membre effectif, le conseil d'administration peut décider de la date à laquelle sa démission sera effective. Tout délai de prise en compte de sa démission doit être notifié au membre par courrier recommandé et dûment motivé par le conseil d'administration, au maximum 10 jours après réception de la lettre de démission, le délai devant être proportionné, et justifié par la sauvegarde de l'association, d'une de ses activités ou ressources-clefs (liste non exhaustive).

Art. 11 - Exclusion

L'exclusion, avec effet immédiat, d'un membre effectif, d'un membre d'honneur ou bienfaiteur est proposée par le Conseil d'Administration et ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées, les deux tiers des membres effectifs étant présents ou représentés. L'Assemblée Générale prend sa décision après un débat contradictoire. Le Conseil d'administration peut suspendre des membres dans l'attente d'une décision de l'assemblée générale. L'exclusion d'un membre adhérent peut être décidée par le Conseil d'administration, notamment si le membre bafoue le règlement d'ordre intérieur ou la charte ou s'il mène au nom de DUREEV des activités qui sortent du champ d'action de l'association.

Titre III – Assemblée générale

Art. 12 - Composition et pouvoirs de l'assemblée générale

L'assemblée générale est composée des membres effectifs. Chaque membre effectif dispose d'une voix et peut représenter par procuration au maximum un autre membre effectif. Les personnes morales membres peuvent mandater une personne physique pour assister à l'assemblée générale. L'assemblée générale est mise en place si le quorum comprend au minimum trois membres présents ou représentés et au minimum quatre cinquièmes des membres effectifs présents ou représentés.

Art. 12 bis - Conseil consultatif

L'Assemblée générale ordinaire peut désigner les membres d'un Conseil consultatif, nommes sur recommandation de membres. Les prérogatives du conseil consultatif sont fixées dans le règlement intérieur.

Art. 13 - Pouvoirs de l'assemblée générale

L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle a notamment le pouvoir de modifier les statuts, de rédiger et de modifier la charte, de fixer le règlement intérieur, de nommer et de révoquer les administrateurs, de fixer le montant des cotisations, d'exclure des membres, d'en ratifier l'adhésion, d'approuver les budgets et comptes annuels, de dissoudre l'association.

Art. 14 - Convocation de l'assemblée générale ordinaire

Il doit être tenu une assemblée générale ordinaire au premier quadrimestre de chaque année, à l'endroit indiqué dans la convocation. Le conseil d'administration détermine la date, l'heure et l'endroit de la réunion, ainsi que l'ordre du jour. Il soumet à cette assemblée l'approbation des comptes de l'année écoulée et le budget de l'exercice. L'assemblée générale est convoquée par lettre ordinaire ou par courrier électronique au moins quinze jours à l'avance par un administrateur, s'il est désigné par le président ou à défaut par le secrétaire. Tout point non repris à l'ordre du jour prévu à la convocation à l'assemblée générale et introduit après l'envoi de celui-ci ou au début de la séance de l'assemblée générale peut être examiné par celle-ci après accord préalable à la majorité simple.

Art. 15 - Convocation de l'assemblée générale extraordinaire

Le conseil d'administration a le pouvoir de convoquer une ou des assemblées générales extraordinaires. Il est tenu de le faire à la demande écrite d'un cinquième des membres avec un minimum de deux membres demandeurs. La demande précisera les points à mettre à l'ordre du jour. Dans ce cas, l'assemblée générale sera convoquée dans les trente jours de la demande.

Art 16 - Fonctionnement de l'assemblée générale

L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou à défaut par une personne désignée par ses collègues. Pour être adoptées, les décisions doivent obtenir les majorités définies ci-après. Pour modifier les statuts, la convocation doit indiquer l'objet des modifications et l'assemblée doit réunir les deux tiers des membres. Toute modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées. Toutefois, si la modification porte sur l'un des objets en vue desquels l'association s'est constituée, elle ne sera valable que si elle est votée à la majorité des quatre cinquièmes des voix présentes ou représentées. Les décisions concernant la révocation d'administrateurs ou l'exclusion de membres effectifs, bienfaiteurs ou d'honneur requièrent la majorité des deux tiers des voix présentes ou représentées, et se prennent toujours à bulletins secrets. Les autres décisions seront votées à la majorité simple des voix présentes ou représentées.

Art 17 - Procès-verbaux

Les procès-verbaux des assemblées générales approuvées par celles-ci sont signés par le président ou son remplaçant. Ils sont consignés dans un cahier spécial tenu au siège de l'association ou les membres et les tiers peuvent venir les consulter. Les tiers devront toutefois préalablement y être autorisés par le conseil d'administration.

Titre IV – Conseil d'administration

Art. 18 - Composition du Conseil d'administration

Le conseil d'administration est composé d'au minimum deux et d'au maximum cinq personnes désignées, pour deux ans, par l'assemblée générale. Le conseil d'administration assure la gestion de l'association. Le conseil d'administration peut désigner en son sein un(e) président(e), un(e) secrétaire et un(e) trésorier(ère). Il peut également élire un ou plusieurs vice-présidents. Les administrateurs sortants sont rééligibles. Ils sont de tout temps révocables par l'assemblée générale. Est démissionnaire de plein droit, l'administrateur qui ne remplit plus les conditions requises pour être choisi administrateur, en ce compris le manque d'assiduité au Conseil d'administration. Si les mandats ne sont pas renouvelés après expiration des périodes prévues, les administrateurs continuent à exercer leur mandat jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

Art 19 - Nature du mandat

Les administrateurs ne contractent aucune obligation personnelle en raison de leurs fonctions et ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat. Celui-ci est exercé à titre gratuit.

Art. 20 - Pouvoirs du Conseil d'administration

Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration de l'association ainsi que pour exécuter les missions confiées par l'assemblée générale. Les actes qui engagent l'association, autres que ceux de la gestion journalière sont signés par au moins deux administrateurs, à moins d'une délégation spéciale du conseil d'administration. L'administrateur en situation de conflit d'intérêt dans une décision présentée au conseil d'administration, est tenu d'en avertir le conseil et de s'abstenir lors de la délibération et du vote.

Art. 21 - Convocation du Conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président, à son initiative ou à la demande d'un tiers de ses membres. Deux administrateurs peuvent inviter aux réunions du Conseil d'administration, selon les besoins et à titre consultatif, toute personne dont la présence leur paraîtrait nécessaire. Sauf en cas d'urgence, les convocations sont envoyées au moins dix jours avant la date fixée pour la réunion.

Art. 21 bis - Consultation

Deux administrateurs peuvent inviter aux réunions du Conseil d'administration, selon les besoins et à titre consultatif, toute personne dont la présence leur paraîtrait nécessaire.

Art. 22 - Délégation

Le conseil d'administration peut nommer un administrateur délégué ou déléguer la gestion journalière, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion, à un membre effectif ou à un tiers préposé dont il fixera les pouvoirs.

Art. 23 - Fonctionnement du Conseil d'administration

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres est présente ou représentée. Un administrateur ne peut avoir plus d'une procuration. Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées. Les décisions concernant les personnes morales ou physiques se prennent toujours à bulletins secrets. En cas de partage, la voix du président ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante.

Art 24 - Procès-verbaux

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par le président ou son remplaçant. Ils

Volet B - suite

sont consignés dans un cahier spécial tenu au siège de l'association par le secrétaire qui le tiendra à la disposition des membres de l'association.

TITRE V – Exercice social, Comptes, Budget, Décharge

Art. 25 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre. Par exception, le premier exercice débute ce jour pour se terminer le 31 décembre 2019.

Art. 26 - Comptes et budgets

Le compte de l'exercice écoulé et le budget de l'exercice suivant seront annuellement soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire par le conseil d'administration. L'asbl tient une comptabilité conforme à la législation en vigueur à l'égard des associations sans but lucratif de droit belge.

Art. 27 - Décharge des administrateurs

L'approbation des comptes par l'assemblée générale vaut décharge des administrateurs.

TITRE VI – Dissolution, Clause de nullité

Art. 28 - Dissolution

En cas de dissolution volontaire de l'association, l'assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs. En cas de dissolution volontaire ou judiciaire, l'actif social restant sera affecté, après apurement du passif et dans le respect des dispositions légales, à une asbl ayant des buts similaires.

Art. 29 bis - Divers

La dissolution et tout autre point non prévu par les présents statuts se règlent conformément à la loi du 2 mai 2002 (MB 18/10/2002) accordant la personnalité juridique aux a.s.b.l. et aux établissements d'utilité publique.

Art. 30 - Clause de nullité

Toute disposition contraire à la loi entraîne la nullité de l'article mais non de l'entiereté des statuts.

NOMINATIONS

L'assemblée générale de ce jour a désigné comme administrateurs :

-Monsieur **SAFAR JALANI, Malaz**, résidant à Etterbeek (1040) au 137 rue des Atrébates, né à Damas le 25 août 1989 ;

-Monsieur **WANYA BELCO-CISSE, Bernard**, résidant à Liedekerke (1770) au 40 rue du Port, né à Kinshasa le 27 mars 1979 ;
qui acceptent ce mandat.

Le conseil d'administration a désigné comme personne chargée, en tant qu'organe, de la gestion journalière de l'association :

-Madame **YAICHE, Chloé**, résidant à Bruxelles (1000) au 11 rue de Wynants, née à Paris le 16 novembre 1984 ;
qui accepte ce mandat.

Fait à Bruxelles, en l'an deux mille dix neuf, le huit du mois de janvier